

[Text]

ble, but the combination of the apparent commitment to the international development with the very insignificant policy changes, smacks of the very hypocrisy which has been the source of the souring aid relationships throughout the nineteen sixties.

The Chairman: Gentlemen, that was a very interesting presentation by Professor Helleiner but because of the interruption, we are going to have to hurry as quickly as possible to meet our usual 5.30 p.m. adjournment time. I would ask you to be as brisk as possible with your questions and, if you are agreeable, to have perhaps one question each on the first round, and then proceed accordingly depending on the time.

M. Prud'homme: Monsieur, vous me semblez fort pessimiste au sujet de l'effort du Canada en matière d'entraide. Je me demande également si vous aimeriez mieux voir un gouvernement dans le gouvernement. Il est facile de dire que l'A.C.D.I. pourrait être une société de la Couronne, indépendante du gouvernement. J'ai l'impression que toutes les autres sociétés de la Couronne ne servent les intérêts du pays. Si l'A.C.D.I. devenait une société de la Couronne, elle risquerait fort de devenir paragonnementale, en ce sens qu'elle dirait: «votons-nous des fonds et nous les répartirons comme nous l'entendons». N'y aurait-il pas danger de former un gouvernement indépendant au sein du gouvernement? Je me demande si, compte tenu des besoins mondiaux, le Canada n'est pas justifié d'aider, parmi tous ceux qui ont besoin d'être aidés, ceux qui, en définitive, peuvent devenir des alliés?

Cela revient à dire, si vous n'avez pas compris la dernière partie, entre deux pays également nécessaires. En outre, le Canada ne peut choisir entre les deux pays celui qu'il aidera parce qu'il est tout de même limité sur le plan financier.

M. Lewis: Pour Cuba.

M. Prud'homme: Si l'on a assez d'argent, pourquoi pas?

Professor Helleiner: There exist precedents within this government for this sort of arrangement. We can consider two, if you like; one, the Bank of Canada which does answer to the Minister of Finance but which has considerable independence. But within

[Interpretation]

quées, par rapport aux théories exposées au tout début. La dialectique du Livre blanc semble admirable, mais la combinaison d'un engagement apparent au développement international avec le peu de changements des politiques pertinentes témoignent de cette même hypocrisie, qui est la source de la détérioration de nos rapports dans le domaine de l'aide au développement, tout au long des années 60.

Merci, monsieur le président.

Le président: Messieurs, nous venons d'entendre une déclaration très intéressante du professeur Helleiner mais à cause de l'interruption pour le vote en Chambre nous devons nous hâter, afin d'ajourner comme d'habitude à 5 h. 30 p.m. Je vous demanderais d'être aussi brefs que possible lorsque vous poserez vos questions et si vous le voulez bien, de poser une seule question chacun, à la première ronde, pour ensuite revenir à d'autres questions, si le temps le permet.

Mr. Prud'homme: Sir, you seem to be very pessimistic concerning Canadian efforts as far as aid to development is concerned. I also wonder if you would prefer to see a government within a government. It is easy to say that C.I.D.A. should be a Crown Corporation acting independently from the government. I am under the impression that all the other Crown Corporations do serve the best interest of our country. If the CIDA should become a Crown Corporation, it might become paragonmentale and would be liable to ask for funds which in term it would allocate at will. Would there not be a threat that an independent government could be formed within the official government. I wonder if, given the needs that do exist in the world, Canada is not justified to help, among all the nations who do need help, only those which in fact could become its allies? I mean to say by that, that Canada could choose between two countries with equal needs. Moreover Canada cannot choose between such countries which one it will give its help to, since our country is in fact limited as far as the financial side is concerned.

Mr. Lewis: You are talking about Cuba?

Mr. Prud'homme: If we have enough money, why not?

Le professeur Helleiner: Il existe des précédents au sein de notre gouvernement pour ce genre de choses. Nous pouvons tenir compte de deux d'entre eux. Premièrement, la Banque du Canada qui répond au ministre des Finances a tout de même une indépen-